

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE



CONSEIL  
DE SÉCURITÉ

Distr.  
GÉNÉRALE

A/34/733  
S/13655  
28 novembre 1979

ORIGINAL : FRANCAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Trente-quatrième session  
Point 123 de l'ordre du jour  
LA SITUATION AU KAMPUCHEA

MARIAGE  
UNION

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Trente-quatrième année

Lettre datée du 28 novembre 1979, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la Déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea "au sujet de la tension créée par la Thaïlande sur la frontière entre les deux pays" et vous prie de bien vouloir faire circuler cette déclaration ainsi que cette lettre comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 123 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire et  
plénipotentiaire,

Représentant permanent de la  
République socialiste du  
Viet Nam,

(Signé) HA Van Lau

Déclaration du Ministère des Affaires étrangères de la République populaire du Kampuchea datée du 24 novembre 1979, au sujet de la tension créée par la Thaïlande sur la frontière entre les deux pays

En dépit de l'attitude de bonne volonté et la politique de paix, d'amitié et de coopération avec les pays voisins du Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea, qui ont été amplement prouvées, et par des déclarations et par des actes concrets, les autorités de la Thaïlande, qui n'ont cessé de professer, de "rester neutres vis-à-vis du Kampuchea", se sont en réalité engagées de plus en plus profondément dans leur politique de collusion avec les expansionnistes pékinois, les impérialistes américains et les autres forces réactionnaires, soutenant et aidant les criminels de génocide de Pol Pot et Ieng Sary à s'opposer au peuple et à la République populaire du Kampuchea. Les autorités de la Thaïlande ont non seulement permis à ces derniers de passer par la Thaïlande pour s'enfuir en Chine, mais elles ont encore toléré l'utilisation par ces derniers du territoire thaïlandais comme point de départ en vue de pénétration au Kampuchea. Ce qui est plus grave, les autorités thaïlandaises n'ont pas cherché à cacher ces faits.

Le passage suivant a été recueilli dans une dépêche de l'AP (Associated Press), en date du 17 novembre, et dont un correspondant a, avec l'autorisation de la Thaïlande, visité une des bases de Pol Pot - Ieng Sary situées en territoire thaïlandais :

"La Thaïlande, officiellement neutre, a autorisé l'armée de Pol Pot à s'établir des centres de ravitaillement en territoire thaïlandais, et l'armée thaïlandaise est en train de coopérer avec Pol Pot - Ieng Sary dans leurs activités le long de la frontière. Un photographe de l'agence AP a accompagné quinze marines thaïlandais dans une patrouille sur la frontière, deux soldats de Pol Pot se trouvaient parmi eux. Le centre de ravitaillement visité par ce correspondant se trouve dans le village de La-en, environ 500 mètres en territoire thaïlandais. Ce centre est surveillé par des partisans de Pol Pot. Ceux-ci ont établi leur poste de contrôle même dans le territoire de la Thaïlande, à peine quelques centaines de mètres de la caserne de marines thaïlandais."

Au cours de la première quinzaine de juin 1979, environ deux mille hommes des débris de l'armée de Pol Pot - Ieng Sary ont été nourris, rééquipés et réintroduits au Kampuchea en vue de conduire des activités de sape contre l'ordre, la sécurité et l'oeuvre révolutionnaire du peuple kampuchéen. Des bateaux ont à maintes reprises illégalement pénétré dans les eaux territoriales du Kampuchea dans la région de Koh Kong pour se livrer au ravitaillement en armes et nourriture aux bandits polpotistes, pour soutenir ces derniers dans leur résistance contre les poursuites entreprises par les forces armées révolutionnaires du Kampuchea, les Thaïlandais ont plusieurs fois tiré l'artillerie à partir de la Thaïlande en territoire kampuchea. Des avions thaïlandais ont, à maintes reprises, pénétré parfois jusqu'à 20 km dans l'espace aérien du Kampuchea. Ce qui est plus

dangereux, comme l'a prouvé la dépêche AP précitée, des unités armées mixtes thaïlandaises et polpotistes ont été formées, dont quelques unes ont déjà entrepris des opérations de sabotage dans la région entre la province kampuchéenne de Battambang et la province thaïlandaise d'Aranya Prathet. Récemment, profitant de la campagne d'aide aux victimes de famine au Kampuchea et aux "réfugiés" kampuchéens, les autorités thaïlandaises ont érigé pour les débris polpotistes tout un réseau logistique de centres de ravitaillement et de "sanctuaires" le long de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea. Elles ont agi de concert avec les expansionnistes pékinois dans leur manoeuvre d'engager des réfugiés kampuchéens comme leurs mercenaires.

Les faits précités ne constituent qu'une partie des actes de la part de la Thaïlande à l'encontre de la République populaire du Kampuchea, actes qui rentrent dans le cadre de sa collusion avec les réactionnaires chinois et les impérialistes américains et dont le Kampuchea détient toutes les preuves. Cela prouve que la tension actuelle sur la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande est de création thaïlandaise. L'allégation proférée par le côté thaïlandais au sujet du soi-disant "danger d'une expansion du conflit armé par les forces armées révolutionnaires du Kampuchea et du Viet Nam" n'est qu'une manoeuvre diffamatoire visant à camoufler l'intensification entreprise par la Thaïlande de provocations et de violations de la souveraineté territoriale de la République populaire du Kampuchea. Ces actes vont à l'encontre des intérêts du peuple kampuchéen, ainsi que ceux du peuple thaïlandais, créent une situation de tension sur la frontière du Kampuchea et de la Thaïlande et menacent la paix et la stabilité dans toute la région du sud-est asiatique. Ces actes profitent seulement aux expansionnistes chinois, aux impérialistes américains et aux autres forces réactionnaires.

Le Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea dénonce et condamne énergiquement ces actes dangereux de la part des autorités thaïlandaises, et exige qu'il y soit mis fin immédiatement. Les autorités thaïlandaises doivent abandonner immédiatement leurs calculations erronnées et dangereuses vis-à-vis de la République populaire du Kampuchea.

Le Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea appelle l'opinion publique éprise de paix et de justice à forcer les autorités thaïlandaises de mettre fin à leurs actes aventureux. Il attire l'attention de l'Organisation des Nations Unies afin qu'elle évite une seconde erreur en permettant aux impérialistes américains, aux expansionnistes pékinois et aux autorités thaïlandaises d'abuser en son nom pour servir leurs ignobles visées.

Comme le Président Heng Samrin l'a exprimé dans son message en date du 23 octobre 1979, adressé au Premier Ministre de la Thaïlande, Kriangsak Chomanan, le Conseil populaire révolutionnaire maintient une politique étrangère d'indépendance, de paix, d'amitié, de coopération, de non-alignement, de respect de l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays voisins.

En même temps il est résolu à défendre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea dans les frontières actuelles. La République populaire du Kampuchea serait très heureuse de nouer avec le Royaume de Thaïlande des relations de bon voisinage et de coopération basées sur les principes du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chaque pays, de l'égalité et d'avantage réciproque.

Le Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea espère que le Gouvernement de la Thaïlande adopte une attitude réciproque et met immédiatement fin à ses calculations erronées. Ceci serait conforme aux intérêts du peuple de chaque pays comme à ceux de la paix et la stabilité dans cette région.

Tous les actes entrepris par les autorités thaïlandaises en collusion avec les expansionnistes pékinois, les impérialistes américains et les autres forces réactionnaires, actes qui vont à l'encontre des intérêts du peuple kampuchéen et du peuple thaïlandais, sont voués à un échec total et certain, et les autorités thaïlandaises doivent endosser l'entière responsabilité des conséquences découlant de leurs actes.

Pnom Penh

-----